

Deux mille cinquante

La revue de la Fondation pour l'innovation politique

2050

Numéro 5

LA CROIX RUSSE

Anatoli VICHNEVSKI Directeur de l'institut de démographie du Haut collège d'économie à Moscou, rédacteur en chef de *Demoscope Weekly*, revue sur Internet en langue russe, il est l'auteur de plus de 300 publications scientifiques en russe et en langues étrangères.

L'expression « croix russe » qui désigne la situation démographique de la Russie est entrée en vigueur il y a une dizaine d'années. Les courbes de la fécondité et de la mortalité se sont croisées dans la première moitié des années 1990, la première continuant à baisser et la seconde à monter, dessinant sur le graphique une croix bien visible. L'apparition de cette croix signalait que l'accroissement naturel de la population de la Russie était devenu négatif. La migration nette favorisant la croissance de la population s'est avérée insuffisante pour compenser cette perte naturelle et il s'en est suivi une baisse de la population du pays. Cette baisse se maintient jusqu'à présent, tandis que les principaux processus démographiques que sont la fécondité, la mortalité et la migration connaissent un régime très peu favorable.

Cela concerne en tout premier lieu la mortalité. En 2005, l'espérance de vie en Russie était de 58,9 ans pour les hommes et de 72,4 ans pour les femmes. C'est moins, respectivement de 18 et de plus de 11 ans, qu'en France. La très haute mortalité en Russie attire depuis longtemps l'attention non seulement des démographes, mais aussi de tous ceux que la situation sociale et démographique de la Russie ne laisse pas indifférents. Les meilleurs indices de la mortalité de toute l'histoire de la Russie ont été atteints en 1965, après quoi la situation s'est détériorée de plus en plus et le retard de la Russie sur les pays occidentaux n'a fait que s'accroître. Le début du *xxi*^e siècle a retrouvé quasiment le même niveau de retard que celui qu'accusait la Russie tsariste au début du *xx*^e siècle. Pour les hommes, ce retard est devenu plus important qu'en 1900. À ce moment-là, l'espérance de vie en Russie était inférieure à celle de la France de 13 ans pour les hommes et de 14 ans pour les femmes. Ce qui est tout à fait particulier à la Russie, c'est qu'elle doit sa faible espérance de vie non pas à la mortalité infantile, comme c'est le cas pour les pays moins développés, mais

à la mortalité très élevée de la population adulte et surtout des hommes. Les causes principales de décès sont les maladies cardio-vasculaires à des âges très jeunes d'après les standards européens, ou bien les « causes externes » telles que les suicides, les homicides, les accidents de la route, les empoisonnements, etc., qui provoquent la mort de personnes même en bonne santé. Il en ressort qu'il faut chercher l'explication de la haute mortalité russe dans le mode de vie de la plus grande partie de la population, dans ses normes de comportement et dans son système de valeurs. Certes, le système de santé publique, qui n'a jamais bénéficié d'un grand soutien financier, est lui aussi loin d'être parfait, mais ce n'est probablement pas le facteur le plus important. Il est tout de même assez efficace quand il parvient à faire baisser la mortalité infantile ; bien qu'elle soit encore élevée en Russie – on compte 11 décès pour 1 000 nouveau-nés, soit trois fois plus qu'en France –, elle tend à diminuer. Quant à la population adulte, les causes de décès sont plutôt dues au mode de vie, et dans ce domaine le système de santé publique se révèle impuissant.

Aussi les prévisions des tendances de la mortalité en Russie se font-elles dans un contexte de grande incertitude. D'une part, le fait même qu'il y ait un grand nombre de pays présentant une mortalité bien plus faible incite à un certain optimisme. La baisse de la mortalité est donc en principe possible, et l'on peut espérer que cela se produira tôt ou tard en Russie, même s'il n'y a jusqu'à présent aucun indice d'amélioration. On ne saurait d'autre part exclure que la situation continuera à stagner, voire à se dégrader, comme cela a été le cas ces quarante dernières années.

Les tendances de la fécondité suscitent tout autant d'inquiétudes. Il est vrai que la comparaison avec d'autres pays industriels est moins décourageante pour la Russie que dans le cas de la mortalité. Certes, avec un indice conjoncturel de fécondité de 1,3 en 2005, elle accuse un grand retard sur la France dont l'indice est 2, par contre elle occupe le même rang que l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne. Le fait que la Russie fasse aujourd'hui partie du club des pays à faible fécondité, même si elle figure parmi des pays pour la plupart riches et prospères, n'enlève rien à l'acuité du problème auquel elle est confrontée. La baisse de la fécondité entre le milieu des années 1950 et la fin des années 1960 a conduit au fait que la population de la Russie a, dès le milieu des années 1960, franchi le seuil du simple remplacement. On pouvait donc déjà prévoir dans un avenir plus ou moins lointain l'apparition d'un accroissement naturel négatif. La nouvelle baisse qui s'est produite pour l'essentiel en 1990 a aggravé encore davantage la situation.

À partir de 2006, après le message du président Vladimir Poutine au Parlement en mai de cette même année, les problèmes de la faible fécondité se sont trouvés au centre de l'attention de l'élite politique et, dès le début de 2007, de nouvelles mesures de politique nataliste ont été mises en œuvre et les anciennes

ont été renforcées. Une attention particulière est accordée à l'aide maternelle (en russe, le « capital mère ») qui s'élève à environ 10 000 dollars (et qui sera indexée) pour la naissance ou l'adoption d'un second enfant ou du suivant. La femme (ou dans certains cas, l'homme) pourra disposer de ce capital une fois que l'enfant aura atteint l'âge de trois ans ou que trois années se seront écoulées après l'adoption de l'enfant. Ces fonds pourront être dépensés soit pour l'acquisition d'un logement, soit pour financer les études des enfants, soit encore pour assurer la retraite de la mère. De surcroît, il est prévu d'augmenter les allocations pour l'entretien des enfants de moins de 18 mois, d'élargir le cercle de ceux qui en bénéficieront, d'améliorer les conditions d'octroi des allocations de congés maternité, d'accroître le financement permettant de couvrir les services des consultations gynécologiques et des maternités auxquels donnent droit les « certificats de maternité », d'introduire des compensations pour les dépenses des parents pour les écoles maternelles, etc. On présume que les mesures natalistes prises par l'État se renforceront, contribuant par là même à la hausse de la fécondité. Toutefois, les experts ne sont pas trop optimistes car il s'agit d'un problème très complexe que personne n'a jusqu'à présent résolu. Il est vrai qu'il y a l'exemple positif récent de la France. Cependant, même si l'on considère que ses actuels succès sont dus à la politique nataliste, il est difficile de ne pas voir que ce pays a parcouru un long chemin pour y parvenir et qu'il y a d'autres pays européens préoccupés par leur faible fécondité qui consacrent souvent d'importantes ressources à son accroissement, mais sans grand résultat.

La forte mortalité et la faible fécondité viennent s'ajouter en Russie aux changements spécifiques de la structure par âge. Sa population vieillit, mais cette tendance propre à tous les pays industriels est aggravée par les particularités de la pyramide des âges de la Russie. La majorité des décès concerne toujours les personnes âgées de plus de 60 ans, et surtout de plus de 70 ans. Au début des années 1990, on comptait en Russie relativement peu de personnes qui vivaient jusqu'à ces âges parce que le haut de la pyramide se rapportait aux générations qui avaient supporté d'immenses pertes au cours de la Seconde Guerre mondiale. Mais ensuite est venu le tour des générations nées à la fin des années 1920 et après de franchir la limite des 60 puis des 70 ans. Ces individus ont atteint l'âge de faire leur service militaire seulement après la fin de la guerre, ils n'ont pas pris part à celle-ci, c'est pourquoi ils étaient bien plus nombreux au moment de la retraite. Cela s'est répercuté dans l'accroissement notable du nombre absolu des décès dans la décennie précédente et actuelle. Et bien que les femmes en âge de procréer à la lisière des deux siècles en Russie aient atteint un nombre inédit, en raison d'une faible fécondité, le nombre absolu des naissances à partir de 1992 a été inférieur à celui des décès. Il en a résulté une déperdition naturelle de la population.

Obtenir à nouveau un accroissement naturel positif est un objectif bien difficile à atteindre, voire irréalisable dans les dix à vingt prochaines années, même dans le cas d'un développement démographique favorable. À moins de tomber dans l'utopisme, on ne saurait imaginer que l'on puisse modifier brusquement et dans un court délai les tendances négatives de la mortalité qui s'aggravent depuis plus de quarante ans, ou assurer une hausse rapide et stable de la fécondité pour atteindre par exemple le niveau actuel de la France. Dans le meilleur des cas, on peut compter sur une amélioration progressive de la situation, qui serait susceptible de ralentir la déperdition naturelle de la population, mais qui ne pourra pas faire disparaître de sitôt la « croix russe ».

Dans cette situation, l'immigration est l'unique moyen de combler le déficit démographique en Russie et d'éviter ainsi la réduction de la population. Le déficit naturel constaté depuis 1992 jusqu'au début de l'année 2007 s'élève à 11,8 millions de personnes. L'accroissement migratoire a atteint au cours de cette même période 5,5 millions d'individus, ce qui est insuffisant pour compenser la déperdition naturelle, même si cela a réduit de 6,3 millions de personnes les pertes globales de la population russe. Il est vrai que ne sont pas pris en compte les migrants « illégaux », qui ne sont pas enregistrés et dont on ignore le chiffre. Mais d'après ce que l'on peut en juger, la masse essentielle des migrants illégaux est constituée de *Gastarbeiter* temporaires, aussi leur présence dans le pays ne saurait être envisagée comme une compensation à la déperdition naturelle de la population permanente. Jusqu'à présent, la majeure partie de la migration de compensation était constituée de rapatriés. Quatre migrants sur cinq arrivant dans le pays sont des Russes d'origine ou des représentants d'autres peuples de Russie (Tatares, Bachkirs, etc.). Ils sont venus des ex-républiques de l'URSS et, ces derniers temps, une grande partie d'entre eux était déjà des citoyens de la Fédération de Russie au moment de migrer.

Cette ressource migratoire s'épuise peu à peu, en témoigne la réduction de l'accroissement migratoire et son rôle compensateur. En 1994, l'accroissement migratoire approchait de 1 million de personnes, puis s'est maintenu plusieurs années de suite aux environs de 500 000 par an et, dès le début de la décennie actuelle, il oscille autour de 100 000 par an. Ainsi, le rôle compensateur du rapatriement se perd rapidement et la Russie se trouve confrontée à la nécessité de s'adresser à d'autres sources d'accroissement migratoire. La situation s'aggrave du fait que si jusqu'à présent la réduction de l'effectif global des Russes s'accompagnait de l'accroissement du nombre de la population à l'âge actif, on s'attend les prochaines années à une chute rapide de ce nombre (au rythme de 1 million de personnes environ par an), et aux arguments démographiques en faveur de l'immigration s'ajouteront des raisons d'ordre économique. Encore en 2005, le président russe a déclaré dans son message au Parlement que « la Russie a intérêt à l'afflux de main-d'œuvre qualifiée et légale » et a besoin « d'une stratégie bien

réfléchi en matière de politique migratoire ». « Chaque immigrant légal doit pouvoir acquérir la citoyenneté russe », a-t-il déclaré. Néanmoins, on ne peut ignorer qu'il existe en Russie de fortes tendances antimigratoires et que l'afflux d'un grand nombre d'immigrants susceptibles de compenser la décroissance naturelle de la population devient de plus en plus problématique. Ce qui signifie une réduction continue de l'effectif de la population de Russie.

L'apparition de la « croix russe » est souvent considérée en Russie – et pas seulement en Russie – comme la conséquence des réformes économiques et politiques des années 1990, voire comme la preuve de l'échec de ces réformes. En réalité, la situation démographique défavorable a des racines plus profondes et plus lointaines. En Russie (et en Ukraine), le passage en dessous du niveau de remplacement de la population a eu lieu au milieu des années 1960, bien avant les autres pays industriels. Le gouvernement soviétique avait préféré dissimuler ce fait à la population en interdisant la publication du taux net de reproduction qui révélait qu'un grand nombre de républiques fédérées, dont la Russie, avait franchi la limite dangereuse. Toutefois, cela ne changeait rien à la situation réelle. Aucune génération de Russes nés après 1910 et qui se trouvaient en âge de procréer dès la fin des années 1920 ne s'était reproduite et, au milieu des années 1960, il ne restait plus parmi les femmes en âge de procréer de représentantes de générations antérieures à fécondité élevée. Il en résultait que le passage d'un accroissement naturel de la population russe à sa réduction naturelle n'était qu'une question de temps. Réalisées en 1980 mais jamais publiées, les prévisions officielles du CSU (Office central de statistique) de la RSFSR (République socialiste fédérative soviétique de Russie) prédisaient le début de la dépopulation de la Russie pour 2001. Il est fort possible que ces prévisions – comme toutes les autres prévisions soviétiques – étaient trop optimistes. On ne saurait exclure non plus que les événements des années 1990 aient précipité le début de la dépopulation, mais cela ne change rien sur le fond.

Le régime actuel de reproduction de la population russe n'assure qu'à 60-65 % le remplacement des générations de parents par les enfants, et des changements considérables dans ce rapport sont peu probables dans un avenir proche. Par conséquent, le retour à un accroissement naturel positif de la population est tout aussi peu probable. Tous les auteurs des prévisions démographiques pour la Russie sont du même avis. Quelques-unes de ces prévisions sont présentées dans le tableau suivant.

Effectif minimal et maximal de la population de Russie en 2025 et en 2050 d'après certaines prévisions (en millions de personnes)

Auteur des prévisions	2025	2050
CDEH ¹ , prévisions stochastiques avec 60 % d'intervalle de confiance, 2004	119,2-130,6	85,7-112,3
CDEH, prévisions stochastiques avec 95 % d'intervalle de confiance, 2004	112-137,4	70-129,1
Rosstat ² , variante de 2005	126,2-146,3	–
ONU, révision de 2002	121,8-127	91,9-111,9
ONU, révision de 2004	121,7-136,6	92,4-134,5
ONU, révision de 2006	–	–
Delovaya Rossia ³ , 2005	122-133,5	–

Comme on le voit, dans presque tous les cas même les pronostics les plus optimistes prévoient une baisse de l'effectif de la population aussi bien en 2025 qu'en 2050. Vu que l'évolution réelle suit rarement le scénario le plus optimiste, il y a de fortes chances que cette réduction soit bien plus importante que celle à laquelle on pourrait s'attendre en s'orientant vers les évaluations maximales des « fourchettes » présentées dans ce tableau. Tous les pronostics présentés dans ce tableau (à l'exception de celui de Rosstat) ont ceci de particulier qu'ils n'envisagent pas de changements fondamentaux en matière de politique migratoire et d'accueil de grands flux migratoires de compensation. Mais de tels pronostics existent aussi. On peut citer par exemple la série de prévisions de « stabilisation » du CDEH élaborées en 2004. Toutes prévoient une pleine compensation de la perte naturelle de la population par l'accroissement migratoire (à l'encontre des pronostics d'« extrapolation » de ce même centre présentés dans notre tableau). Les pronostics de Rosstat considérés comme officiels présentés dans le tableau sont plutôt proches de ces prévisions de « stabilisation ». Formellement, la logique de « stabilisation » découle de la conception officielle du développement démographique en Russie, adoptée par le gouvernement russe encore en 2001. Son objectif était de stabiliser l'effectif de la population et de créer des prémices à l'étape suivante d'une hausse démographique. Il y était question également de « régler les flux migratoires dans le but de créer des mécanismes fiables pour

.....

1. Centre de démographie et d'écologie humaine de l'Académie des sciences de Russie.
2. Service fédéral des statistiques.
3. La Russie des affaires, organisation publique des petites et moyennes entreprises de Russie.

remplacer la déperdition naturelle de la population ». Pourtant, si l'on adopte cette logique, l'ampleur de l'immigration découlera automatiquement du niveau de la déperdition naturelle de la population et, comme minimum, ne devra pas lui être inférieure. Mais cette perte peut être si importante que sa compensation réelle par les flux migratoires devient peu probable. Il s'agit d'une baisse annuelle de l'ensemble de la population et, dans un avenir proche, comme il a été indiqué précédemment, également de celle de la population étant à l'âge actif, qui s'élèvera à 1 million de personnes. L'accueil d'un nombre si important au titre de résidents permanents de la Russie semble presque impossible pour diverses raisons. Il est vrai que les besoins économiques peuvent être partiellement comblés par des *Gastarbeiter* temporaires dont une partie pourrait être envisagée à l'avenir comme des candidats à la citoyenneté russe. Mais cela ne résout pas le problème de la décroissance de l'effectif de la population qui garde toute son acuité.

La « croix russe » est une métaphore largement utilisée en Russie par les acteurs politiques et les médias. Mais on pourrait se poser la question de savoir à quel point est justifiée l'« appropriation » de cette métaphore par un seul pays quand la déperdition naturelle de la population devient une caractéristique de dynamique démographique de plus en plus répandue, du moins en Europe. En 2003, elle a été fixée dans dix-sept pays de l'Europe. D'après la variante moyenne des pronostics de l'ONU (2004), la courbe montante du nombre des décès en 2015-2020 croisera la courbe descendante du nombre des naissances dans l'ensemble des pays industriels. Et dans tous ces pays on verra augmenter l'acuité des problèmes liés à la migration de compensation (du point de vue de ces pays) ou de redistribution (d'un point de vue global).

La situation démographique actuelle de la Russie et les perspectives de son développement inquiètent la société russe, la poussent à chercher des mesures susceptibles de rompre avec les tendances défavorables. À moins de tomber dans l'utopisme propre à la Russie, force nous est de reconnaître que l'on ne peut pas, loin s'en faut, tout changer. Rattraper le retard accumulé en matière de mortalité est un impératif absolu, condition *sine qua non* du développement du pays. Quant à l'évolution de la fécondité et de la migration, elle dépend grandement de processus complexes globaux. Les influencer en agissant dans le cadre d'un seul pays est presque impossible, et pas uniquement pour la Russie. Comme tous les pays industriels qui se trouvent presque au même stade de développement démographique (derniers stades de transition démographique), elle doit mettre au point des approches politiques qui lui permettront non seulement de changer ce que l'on peut changer, mais aussi de s'adapter à ce qu'il n'est plus possible de changer.